

Marie-Eugénie : aider au fonctionnement d'un hôpital du Cameroun

Son rôle au sein de l'hôpital Djoungolo, à Yaoundé : appuyer les programmes de santé publique. Avant son départ, sa participation à la session de formation des envoyés lui a permis de se familiariser avec les enjeux de la rencontre interculturelle et interreligieuse.



Marie-Eugénie lors de la session 2023 de formation des envoyés du Défap © Défap

[Téléchargez cette lettre de nouvelles en pdf](#)

Le grand départ.

Ayant depuis plusieurs années la volonté de m'engager dans un projet humanitaire, le volontariat de solidarité internationale s'est imposé à moi comme le meilleur moyen de découvrir une nouvelle culture et de me permettre de développer des compétences professionnelles et humaines en lien avec les valeurs d'entraide et de solidarité particulièrement importante pour moi. Outre le fait d'apporter mes compétences professionnelles à un projet de développement, c'est avant tout la rencontre avec les autres et avec moi-même qui me motive à partir.

Forte de plusieurs expériences dans le domaine médico-social et diplômée d'une licence en santé publique. Mon rôle à l'hôpital Djoungolo de Yaoundé sera de venir en appui aux programmes de santé publique. Ainsi je pourrai coordonner, concevoir, initier et mettre en œuvre des projets de prévention, éducation en santé de promotion de la santé à destination des populations locales et des professionnels. En développant l'action communautaire en santé c'est à dire les efforts entrepris collectivement par une communauté pour augmenter sa capacité à agir sur les déterminants de sa santé et ainsi améliorer son état de santé.



*Marie-Eugénie lors de la session 2023 de formation des envoyés
du Défap © Défap*

Pour cela, ces 10 jours de formation au départ passés au Défap m'ont permis d'ouvrir les yeux sur plusieurs notions théoriques autour de la rencontre interculturelle et interreligieuse. La connaissance de ces concepts et notions me permettra de pouvoir m'intégrer plus facilement dans ce nouvel environnement et d'appréhender au mieux les différentes situations que je pourrais rencontrer sur le terrain. Au-delà de l'aspect théorique et pratique, cette formation est déjà un premier lieu de rencontres riches en échange et en découverte.

Je garderai donc un bon souvenir de cette formation qui marquera le début de cette nouvelle aventure en tant qu'envoyée qui, j'en suis sûre, sera très enrichissante dans mon parcours de vie.



*Marie-Eugénie lors de la session 2023 de formation des envoyés
du Défap © Défap*

Cameroun : mieux accueillir et mieux former les étudiantes

Dès la prochaine rentrée académique, les épouses des pasteurs qui sont formées au sein de la section féminine de l'Institut supérieur presbytérien Camille

Chazeaud (ISPCC) auront un bâtiment plus adapté : davantage de salles de cours, une salle informatique, ainsi que deux salles pour les ateliers techniques et pratiques. De quoi améliorer l'efficacité de cette section qui vise à fournir aux participantes des compétences à la fois théologiques et pratiques ; avec, au-delà, l'objectif d'améliorer la reconnaissance du rôle des femmes au sein de l'Église presbytérienne camerounaise.



Avant le lancement du chantier à l'ISPCC © ISPCC

Du ciment et des parpaings ; une tranchée dans le sol. Les images sont modestes ; mais comme pour toute pose de première pierre ou tout lancement de chantier, ce qui importe, c'est la finalité du bâtiment qui sortira bientôt de terre. Nous sommes à Foulassi, au sud du Cameroun, et plus précisément à l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud (ISPCC), une institution universitaire privée et confessionnelle qui dispose de deux facultés : faculté de théologie et des sciences religieuses et faculté des sciences sociales. Les travaux qui viennent d'être lancés, avec le soutien du Défap, visent à agrandir et mieux équiper les locaux de la section féminine.

Cette section féminine a une fonction tout à fait particulière. Elle accueille les épouses des étudiants de la

faculté de théologie, futurs pasteurs de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC), dont l'ISPCC est le centre de formation. L'EPC ne reconnaît pas actuellement le ministère pastoral féminin, mais la question est en débat au sein de l'Église. Autre partenaire du Défap dans le même pays, l'Église évangélique du Cameroun, pour sa part, a des femmes au sein de son corps pastoral féminin depuis le début des années 2000... mais elles restent encore aujourd'hui une petite minorité et se heurtent au quotidien à de nombreuses difficultés. Deux situations qui illustrent un même problème au Cameroun : car si le pays s'est doté d'une législation très ambitieuse en matière d'égalité hommes-femmes et de promotion du rôle de la femme, ces droits restent souvent théoriques, et leur application se heurte dans les faits à des pratiques et à des normes culturelles qui interdisent tout traitement égal. Ce qui concerne la société camerounaise concerne aussi les Églises ; et au-delà de la question du ministère pastoral féminin, ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance du rôle des femmes au sein de leurs communautés ecclésiales, où elles sont nombreuses et actives. Et de la même manière que les normes culturelles de la société influent sur la vie quotidienne dans les Églises, les Églises, de par leur poids au sein de la société, ont la possibilité de faire évoluer les habitudes et les comportements.

Regrouper les services administratifs et l'offre de formation



*Débuts du chantier d'agrandissement de la section féminine de
l'ISPCC © ISPCC*

L'un des meilleurs moyens d'améliorer cette reconnaissance des femmes dans leurs Églises, c'est de leur permettre d'être formées. La section féminine de l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud s'attache donc à fournir aux épouses des étudiants en théologie, futurs pasteurs de l'EPC, une formation à la fois théorique et pratique, combinant théologie, gestion de projet, ateliers... Le but étant d'équiper ces jeunes femmes, souvent mariées avant d'avoir eu l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles, pour leur permettre de faire face aux attentes, nombreuses, qui pèsent

sur les épouses de pasteurs. Elles peuvent aussi bien être amenées à faire des prédications qu'à monter des projets. Leur rôle peut aller de l'animation d'études bibliques pour les femmes, enfants et jeunes filles, à la relation d'aide, mais aussi à la mise en place d'activités génératrices de revenus...

Tout comme il avait soutenu la récente session de formation, le Défap soutient les travaux engagés pour améliorer l'accueil et les salles de cours de ces étudiantes. Actuellement, l'offre de formation est dispersée sur tout le campus, en fonction des salles disponibles. Il s'agit de pouvoir regrouper les activités, les services administratifs ; de diversifier les salles de cours... Pour l'heure, le bâtiment de la section féminine de l'ISPCC comporte une grande salle et un studio annexe. Or, dès la prochaine rentrée académique, le programme de formation sera dispensé pour trois niveaux distincts chaque année, en fonction de la date d'arrivée et du niveau des étudiants en théologie sur le campus. Grâce à ces travaux d'extension et d'aménagement, ce bâtiment devrait abriter à terme non seulement le bureau de la Direction, mais également trois salles de cours, une salle informatique, ainsi que deux salles pour les ateliers techniques et pratiques.

Nord Cameroun : survivre et reconstruire

Dans l'Extrême Nord du Cameroun, les traces des intempéries qui avaient ravagé les cultures au cours de l'été 2022 sont toujours visibles. Pour les victimes privées de moyens de subsistance, la survie au

quotidien reste difficile. L'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, avec le soutien du Défap, a organisé des opérations de distribution alimentaire.



En attente d'une distribution d'aide alimentaire par l'EFLC dans l'Extrême Nord du Cameroun © EFLC/Défap

Marie Kouvou est veuve, ce qui signifie qu'elle fait partie des populations les plus fragiles dans l'Extrême Nord du Cameroun ; et elle a cinq enfants à nourrir. Lorsque les pluies diluviennes ont frappé sa région au cours de l'été 2022, elle a perdu l'essentiel de ses moyens de subsistance,

comme les autres habitants de son village. Marie Kouvou fait partie des bénéficiaires du projet d'aide mis en place par l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC) – ce dont elle se dit « vraiment fière ». Elle a reçu du maïs : une denrée vitale, le maïs étant la céréale la plus cultivée et la plus consommée au Cameroun, un peu comme l'est le riz dans d'autres régions du monde.

Ezira Vandï, marié et père de huit enfants, a également reçu de l'aide de l'EFLC : « Je ne pensais pas être sélectionné, me disant que se sont les choses des chrétiens, mais je suis surpris de voir que c'est tout le monde qui était appelé à en bénéficier ».



Marie Kouvou © EFLC/Défap

Ils et elles s'appellent Moïse Dari, Jérémie Koyang, Marcel Kodji, Jean-Paul Dari ; comme Marie Kouvou et Ezira Vandï, ils et elles font partie des victimes des pluies diluviennes de l'été 2022. En ce printemps 2023, la vie recommence, avec

l'aide de l'Église fraternelle luthérienne du Nord-Cameroun, soutenue par le Défap, dont elle est l'une des Églises partenaires dans cette région. Mais l'aide de l'EFLC ne couvrira pas tous les besoins, loin s'en faut : l'Église s'est concentrée sur le soutien aux familles les plus vulnérables des localités de Watir-Guili, Haou, Amsa et Kila. Or la zone touchée par les intempéries était bien plus vaste : dans toute la région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues s'étaient combinées durant l'été pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui avaient dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait ainsi, fin septembre 2022, 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga.

Des distributions d'aide qui renforcent le dialogue entre communautés



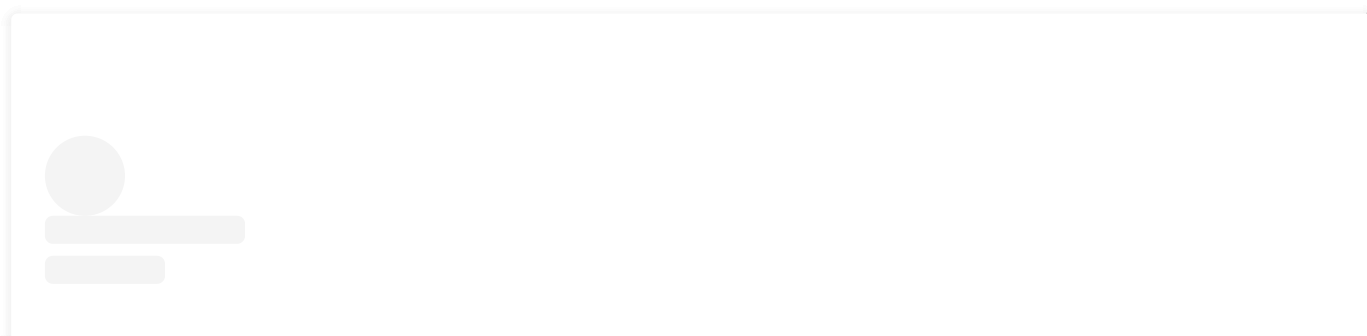
Distribution d'aide alimentaire © EFLC/Défap

Du côté de Mogodé et Bourha, où se place le projet d'aide de l'EFLC, c'est la grêle qui avait été tout particulièrement destructrice, avec un épisode qui, le 12 juillet, avait ravagé 600 hectares de champs, entraîné des pertes d'animaux et des destructions de bâtiments, blessant en outre plusieurs personnes. Par ses distributions alimentaires, l'Église est venue en aide, de manière directe ou indirecte, à environ 2000 personnes. Les autorités administratives et traditionnelles, ainsi que les leaders religieux ont été impliqués afin de

mieux atteindre les victimes, dans une zone enclavée et rendue difficile d'accès par le mauvais état des routes. Des distributions qui n'ont pas été réservées aux seuls membres de l'Église, ni même aux seuls chrétiens : le projet d'aide a été ouvert aux autres confessions, comme aux musulmans – ce qui explique l'aide dont a pu bénéficier Ezira Vandj, à sa propre surprise. Car dans l'Extrême Nord du Cameroun, où les populations se mêlent et où chrétiens et musulmans vivent ensemble au quotidien, règne un *modus vivendi* fragile et que l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun est très attentive à préserver. Déjà, durant la guerre entre Tchad et Libye, la région avait vu arriver des milliers de fuyards venus de N'djamena. À partir de 2013, fuyant les jihadistes de Boko Haram, de nombreux réfugiés, essentiellement musulmans, étaient venus à leur tour des pays voisins du lac Tchad. L'EFLC avait alors fait tout son possible pour aider à leur intégration, par exemple en accueillant des élèves de toutes confessions dans une même école à Kousséri. Aujourd'hui, l'aide apportée par l'EFLC, pour modeste qu'elle soit face à l'ampleur des besoins, a aussi contribué à rapprocher les diverses communautés religieuses.

Pour cette aide d'urgence, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a reçu l'appui du Défap, et recevra bientôt également l'aide de la plateforme Solidarité Protestante. D'autres partenaires étrangers ont également répondu à l'appel de l'EFLC, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Mais le parcours de résilience sera long.

Retrouvez ci-dessous des images des opérations d'aide organisées par l'EFLC avec le soutien du Défap :



[Voir cette publication sur Instagram](#)

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Cameroun : renforcer le rôle

des femmes dans l'Église

Améliorer l'autonomie des femmes passe d'abord par une meilleure formation. C'est ce qui a été fait à l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud, centre de formation de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC), avec le soutien du Défap. Les participantes étaient les épouses des étudiants en théologie, destinés à devenir pasteurs au sein de l'EPC. Au programme : des thématiques aussi bien théologiques que pratiques.



Participantes de la formation organisée à l'ISPCC avec le soutien du Défap © ISPCC

Au Cameroun, en matière de droits des femmes, plusieurs réalités s'opposent. Officiellement, hommes et femmes sont égaux devant la loi. Le Cameroun a signé la plupart des

Conventions et Traités internationaux et régionaux sur la protection et la promotion des droits de la femme. Il existe même un ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille du Cameroun. Mais ces réalités juridiques peinent à s'affirmer dans le quotidien, face à des normes culturelles qui, concrètement, interdisent tout traitement égal. Une situation qui influe directement sur la vie des Églises : le ministère pastoral féminin est peu reconnu. Les femmes peuvent devenir pasteures au sein de l'Église évangélique du Cameroun depuis le début des années 2000, mais aujourd'hui encore, elles ne constituent guère plus de 10% du corps pastoral et doivent surmonter de nombreux obstacles. Quant à l'Église presbytérienne camerounaise (EPC), elle n'accepte toujours pas de femmes pasteures et a du mal à se saisir de la question. Les femmes y sont pourtant nombreuses et actives ; elles sont les plus impliquées dans la vie des paroisses et dans les activités diaconales ; et des mouvements contribuent depuis longtemps à accroître leur visibilité, comme l'association chrétienne des femmes (ACF), la plus ancienne et la plus puissante des associations chrétiennes de l'EPC.

Pour renforcer le rôle des femmes, il est donc nécessaire d'agir sur les mentalités. Les Églises, de par leur poids au sein de la société camerounaise, peuvent y contribuer, à condition qu'elles-mêmes accordent davantage de place aux femmes. Et pour cela, la formation est essentielle. C'était l'objectif de la formation de la section féminine à l'ISPCC (l'Institut supérieur presbytérien Camille Chazeaud) organisée en 2022 avec le soutien du Défap.



Participantes de la formation organisée à l'ISPCC avec le soutien du Défap © ISPCC

L'ISPCC, centre de formation de l'EPC, se trouve à Foulassi, au sud du Cameroun. C'est dans cette localité qu'avait été fondée en 1925 une première station missionnaire sous l'impulsion du pasteur suisse Camille Chazeaud, surtout connu aujourd'hui pour avoir composé, le 29 octobre 1957, le chant de ralliement qui devait devenir l'hymne national du Cameroun. L'ISPCC, institution universitaire privée et confessionnelle, dispose de deux facultés : faculté de théologie et des sciences religieuses et faculté des sciences sociales. La faculté de théologie et des sciences religieuses (FTSR) prépare de manière spécifique à l'exercice du ministère pastoral pour les Églises protestantes du Cameroun et d'Afrique centrale. Comme les étudiants inscrits en théologie vivent sur le campus avec leurs épouses et leurs enfants, la section féminine aide pour sa part la FTSR à donner une

formation théologique et pratique aux épouses des étudiants.

Souvent mariées très jeunes, ces épouses de futurs pasteurs n'ont que rarement eu l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles. Or, comme le souligne le pasteur Jean Patrick Nkolo Fanga, recteur de l'ISPCC, et qui enseigne par ailleurs la théologie pratique à la Fateb (la faculté de théologie évangélique de Bangui), elles devront faire face à de nombreuses attentes dans les paroisses une fois leur mari formé et en poste. Avec cette formation de la section féminine à l'ISPCC, il s'agissait de leur donner des compétences pour qu'elles puissent prendre toute leur place au sein de l'Eglise, et jouer un rôle moteur dans les associations de femmes.

D'où le double aspect de cette formation : théologique et pratique. Les épouses de pasteurs peuvent aussi bien être amenées à faire des prédications qu'à monter des projets. Leur rôle peut aller de l'animation d'études bibliques pour les femmes, enfants et jeunes filles, à la relation d'aide, mais aussi à la mise en place d'activités génératrices de revenus... Un fort accent a d'ailleurs été mis sur ce dernier point lors de cette formation, car les besoins sont importants dans les paroisses. Permettre aux femmes de sortir de la pauvreté est la première étape vers l'autonomie. Les participantes de la section féminine de l'ISPCC ont ainsi pu être formées au management de projet, à la mise en place d'activités génératrices de revenus – avec des exemples très concrets lors d'ateliers de création de jus, de chapeaux, de teintures ou de confitures. Des compétences que certaines des épouses d'étudiants ont aussitôt mises à profit en créant leur propre activité...

De retour du Cameroun : le témoignage de Valérie Nicolet, Doyenne de l'IPT

Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'Institut protestant de Théologie (IPT), a effectué courant janvier 2023 une mission courte au Cameroun avec le Défap. Professeure de Nouveau Testament, elle avait été invitée pour dispenser des cours à Yaoundé, à l'UPAC, ainsi qu'à la faculté de théologie de Foulassi. Elle raconte.



Valérie Nicolet lors d'un cours dispensé à l'UPAC © Défap

Enseigner au Cameroun était une expérience nouvelle pour vous : qu'en retirez-vous ?

Valérie Nicolet : Je suis arrivée un lundi soir à Yaoundé, en pleine nuit, et j'ai découvert le bruit, un mouvement permanent dans les rues, un ballet de motos... et dès le lendemain matin, je donnais mon premier cours à l'UPAC (l'Université protestante d'Afrique centrale). J'ai tout d'abord eu l'impression qu'il était assez fou de me retrouver ainsi dans une université qui n'avait a priori pas grand-chose de commun avec celles que je connaissais... Et pourtant, je me suis vite aperçue que, dès lors qu'on travaille ensemble sur les mêmes sujets, une compréhension mutuelle s'établit assez rapidement. Malgré des parcours très différents, on se retrouve autour de questionnements théologiques très proches. Les étudiants de l'UPAC peuvent avoir des problématiques très similaires à ceux de l'IPT. On peut trouver, à Yaoundé comme à Paris, des parcours marqués par des traditions chrétiennes dans lesquelles le rapport au texte biblique est assez immédiat : si je suis dans un tel contexte, je peux avoir facilement le sentiment que le texte biblique me parle directement, de manière personnelle. Le passage par les études théologiques fait prendre conscience d'une nécessaire distance historique et critique : on doit faire alors un pas de côté par rapport au texte biblique. Dès lors, la question qui se pose est : comment se rapprocher le texte biblique après avoir fait ce pas de côté ? Comment faire en sorte qu'il me parle encore, en dépit de cette distance ?



Valérie Nicolet sur le campus de l'UPAC, aux côtés du doyen Charles Elom NNanga © Défap

Votre expérience la plus déroutante au cours de ce séjour ?

Ce n'était pas à Yaoundé, où j'ai donné des cours pendant trois jours, mais à trois heures plus au sud : à Foulassi. J'ai passé deux jours dans cette ville, à donner des cours sur les liens entre exégèse et herméneutique à l'institut de théologie de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC). Je me suis retrouvée dans un lieu où seuls des hommes étudient la théologie. J'avais face à moi un auditoire de 50 à 70 hommes, tous habillés en noir, selon le code vestimentaire des pasteurs ; j'étais la seule femme et c'était moi qui devais enseigner... Le lendemain, autre expérience : je devais donner un cours aux épouses des étudiants, dans le cadre de la section féminine du séminaire de Foulassi. Le thème en était la place de la femme dans le Nouveau Testament. Et leurs époux étaient aussi présents. Un contexte particulier, et un défi intéressant pour moi : connaissant les décisions prises par leur Église, et sachant la position des pasteurs et des étudiants en théologie sur la place de la femme, comment leur

faire entendre certaines choses allant à l'encontre de leurs convictions personnelles ? Nous étions là dans une situation de communication interculturelle où chacun partait de positions très éloignées. Et la question était : où peut-on se rencontrer ? J'avais l'avantage d'arriver dans cet Institut de Théologie en tant qu'enseignante, c'est-à-dire en position d'autorité. Comme je laisse beaucoup d'espace pour des discussions dans le cadre de mes cours – ce à quoi ces étudiants n'étaient pas habitués – j'ai assez vite eu des questions. Ce sont les étudiants qui les ont posées – pas leurs épouses – mais avec un respect visible pour mon statut de professeur. Je me suis rendu compte qu'ils étaient prêts à entendre beaucoup de choses. Jusqu'à me demander ce qu'il était possible de faire dans le cadre de leur Église, où le rôle de la femme est peu reconnu... Je leur ai dit alors que si l'on peut, historiquement, reconstruire à quoi correspondait la place des femmes dans l'Église du Ier siècle, il leur revenait, à eux, de voir ce qui est possible au sein de leur Église aujourd'hui (1).

Un sujet particulier de reconnaissance ?

Je l'ai beaucoup répété au cours de mon séjour : je suis particulièrement reconnaissante pour l'accueil que j'ai reçu. J'avais l'impression que je n'en méritais pas tant. Tous mes interlocuteurs étaient prêts à changer leurs habitudes, leurs priorités pour que mon séjour se passe au mieux. Et il est vrai que, lorsqu'on arrive à Yaoundé, venant de France, on ne peut littéralement pas faire un pas tout seul : on n'est absolument pas autonome. C'est là une expérience qui incite à l'humilité. Et au-delà de la gratitude pour l'accueil que l'on m'a fait, ça me questionne sur nos propres manières d'accueillir.



*Valérie Nicolet avec les étudiants en théologie de Foulassi ©
Défap*

(1) Valérie Nicolet revendique une approche féministe dans son travail de théologienne. Voir cette [conférence sur « Féminismes et Bible »](#) organisée par les paroisses parisiennes de Montparnasse-Plaisance et de Saint-Jean.

Nord Cameroun : surmonter le choc des inondations

Moins médiatisées que les inondations qui ont frappé une grande partie du Pakistan, celles qui ont ravagé plusieurs pays voisins du lac Tchad, et qui sont elles aussi directement attribuables au changement

climatique, ont provoqué la fuite de populations qui se retrouvent encore aujourd'hui démunies. C'est le cas dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où une Église partenaire du Défap, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, a demandé de l'aide.



Champ de maïs ravagé par les inondations dans le Nord du Cameroun © EFLC/Défap

L'année 2022 aura sans doute été celle de la prise de conscience des ravages du réchauffement climatique. Plusieurs facteurs y auront contribué. Tout d'abord, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il n'est désormais plus possible d'ignorer, et leur ampleur défiant parfois l'imagination : c'est le cas des inondations qui ont frappé le Pakistan. Depuis la mi-juin 2022, il a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou

endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays. Il faudra des années pour reconstruire les infrastructures détruites (routes et ponts), reloger les populations, relancer les cultures... Une crise emblématique qui a pesé sur l'inscription de la question délicate des « pertes et dommages » à l'ordre du jour de la 27ème Conférence des Parties, la COP 27, qui a réuni en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Mais face à ces catastrophes frappant tout un pays, d'autres restent moins médiatisées. C'est le cas des inondations qui ont touché les régions du Nord du Cameroun au cours de l'été 2022. Là encore, les effets du réchauffement climatique sont faciles à discerner. D'année en année, les dégâts de ces inondations survenant en cours d'été s'aggravent. Selon une étude du World Weather Attribution, les gaz à effet de serre ont multiplié par 80 la probabilité de pluies intenses dans cette région de l'Afrique entourant le lac Tchad – une région où se rejoignent les frontières de quatre pays : Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun. Dans ces divers pays, les eaux ont forcé à fuir plus de 1,4 million de personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares de récoltes.

Plusieurs mois après, des déplacés toujours privés de tout

Dans le Nord du Cameroun, le Défap est en lien depuis de nombreuses années avec une Église partenaire : l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans cette seule région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues se sont combinées pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui ont dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait fin septembre 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché,

dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga. Ils étaient alors hébergés dans des familles d'accueil, dans des écoles ou dans des campements de fortune. Or depuis l'été, l'étendue des dégâts n'a pas vraiment permis à ceux qui avaient ainsi tout perdu de revenir sur leurs terres et de reprendre leurs cultures. Et ces inondations se sont traduites à partir d'octobre par une résurgence de l'épidémie de choléra qui a affecté six districts de santé notamment Fotokol, Mada, et Makary dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava.

Face à l'ampleur des besoins, l'Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun a décidé de se concentrer sur quelques localités parmi les plus touchées. Elle a sollicité le Défap, qui, avec le soutien de Solidarité Protestante, va apporter une aide sous forme de vivres aux familles les plus vulnérables dans les localités de Watir-Guili et Kila. D'autres partenaires étrangers ont répondu à l'appel, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Surmonter le choc des inondations sera long. Et par endroits, les destructions des champs empêcheront pour plus d'une année la reprise des cultures.

Rencontre entre doyennes de facultés de théologie au Défap

Valérie Nicolet et Madeleine Mbouté, respectivement doyennes de l'IPT-Paris et de la faculté de théologie de Ndoungué, ont eu l'occasion d'échanger en présence

du Secrétaire général du Défap. Au centre des discussions : le congé de recherche de Madeleine Mbouté, mais aussi le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.



Photo prise lors de l'entrevue dans le bureau du Secrétaire général du Défap : Madeleine Mbouté (à gauche) ; Valérie Nicolet (à droite) © Défap

La rencontre a eu lieu le vendredi 9 septembre dans les locaux du Défap. Elle réunissait Basile Zouma, Secrétaire général du Service protestant de mission, Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'Institut protestant de Théologie, et Madeleine Mbouté, Doyenne de la Faculté de Théologie Protestante et des Sciences des Religions de Ndoungué, au Cameroun. Elle a tourné notamment autour du congé de recherche de Madeleine Mbouté – un projet longtemps reporté du fait des contraintes nées de la crise du Covid-19 – destiné à lui permettre de travailler sur les questions d'éthique chrétienne dans le cadre d'une Église et d'une société qui connaissent de multiples formes de corruption. Mais elle a aussi permis d'évoquer le futur séjour de la doyenne de l'IPT-Paris au Cameroun, prévu en janvier 2023.

Les relations entre Églises qu'entretient le Défap se concrétisent ainsi de diverses manières : par des projets, qui sont définis en lien avec les Églises partenaires ; par les missions des envoyés du Défap ; mais également par des échanges entre facultés de théologie. La faculté de théologie de Ndoungué (FTPSRN) est un de ces partenaires du Défap au Cameroun, avec l'Université protestante d'Afrique Centrale (UPAC), première institution universitaire protestante dans ce pays, et avec les facultés de théologie de Bibia et Foulassi. Ces relations reflètent la diversité des liens du Défap, qui concernent aussi bien des Églises membres de la Communauté d'Églises en mission (Cevaa), comme l'Église Évangélique du Cameroun (EEC) dont dépend la faculté de Ndoungué, que des Églises hors-Cevaa comme l'Église presbytérienne au Cameroun, dont dépendent les facultés de Bibia et Foulassi.

Place de la femme, éthique chrétienne : des problèmes récurrents

La faculté de théologie de Ndoungué, autrefois appelée séminaire de Ndoungué, est avant tout l'institut de formation des pasteurs de l'EEC ; mais elle accueille également des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Sous l'impulsion de sa doyenne, elle travaille notamment à une meilleure reconnaissance de la place des femmes au sein de l'EEC : une tâche de longue haleine au sein d'une Église qui a attendu l'année 2001 pour consacrer ses premières pasteures. Or si les femmes sont nombreuses et actives au sein de l'Église Évangélique du Cameroun, comme dans beaucoup d'autres Églises d'Afrique, elles ont toujours du mal à accéder au pastoral : elles ne représentent guère plus de 10% du corps pastoral. Le travail entamé au sein de la faculté de théologie de Ndoungué par Madeleine Mbouté s'est notamment concrétisé à travers des colloques et séminaires, comme la rencontre organisée fin juillet 2018 sur le thème : « [Ministère pastoral féminin : mimétisme ou vocation divine ?](#) », qui avait réuni une cinquantaine de pasteures et théologiennes, dont une

représentante du Défap, ou comme le séminaire sur « L'apport et la contribution de la femme pasteure, de la théologienne, et de la femme chrétienne dans la lutte contre la violence ». Signe de l'importance de telles rencontres, la pasteure [Fidèle Fifamè Houssou Gandonou](#), docteure en théologie et professeure d'éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest (Upao-Porto-Novo) était présente parmi les participantes de ce séminaire. Les questions d'éthique face à des manifestations récurrentes de corruption sont un autre versant des problèmes auxquels est confrontée l'EEC – un aspect auquel Madeleine Mbouté veut s'attacher désormais au cours de son congé de recherche, centré sur « L'expérience de la christologie explicite : socle de la vraie conversion dans l'Église en Afrique Subsahélienne ».

Le soutien du Défap à la faculté de théologie de Ndoungué a déjà permis des échanges de professeurs – comme le séjour de la théologienne Christine Prieto, qui avait donné des cours de Nouveau Testament. Madeleine Mbouté a pour sa part déjà été invitée à donner des conférences en France. Le Défap soutient également la bibliothèque de la faculté de Ndoungué à travers la CLCF (Centrale de Littérature Chrétienne Francophone).

Jacques Beurier : chirurgien, protestant, et engagé auprès du Défap

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi

directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Aurélie de retour au Cameroun, trois ans après

Après un service civique effectué à l'hôpital de Bafia, Aurélie, infirmière de formation, a éprouvé le besoin de revenir sur place. Elle témoigne dans cette lettre, à son retour d'une nouvelle mission courte avec le Défap.



De gauche à droite : Célin Nzambe, Aurélie, Mme Nzambe, Charline (nouvelle envoyée du Défap au Cameroun) © Défap

Après deux ans et demi, je ressens l'envie de repartir en Afrique. Après des échanges avec le Défap, et quelques mois, me voici avec un billet d'avion en direction du Cameroun. Le Cameroun, pays où j'ai passé 9 mois en service civique. S'entremêlent deux émotions : de l'excitation et de l'appréhension. Comment va se dérouler mon retour après ces années ? Cela va-t-il être comme mon premier séjour ? Comment va être l'hôpital de Djoungolo ?

Lors de ma visite de l'hôpital de l'EPC à Djoungolo (Yaoundé), je ne peux m'empêcher de comparer avec l'hôpital de Messangssang à Bafia.

L'Hôpital de Djoungolo est grand... très grand. Il y a différents services et des équipes qui y sont rattachées. Un service d'hospitalisation, d'autres de maternité, de consultation prénatale (CPN), de vaccination ; un bloc opératoire, un centre de prélèvement, un laboratoire, une pharmacie, une morgue, des salles de réunions, une blanchisserie, et des bâtiments de Médecins sans Frontières...

Les liens avec l'Europe sont multiples. L'hôpital de Yaoundé a été choisi comme hôpital de référence pour le Covid-19. Quatre bâtiments ont été construits par MSF pour accueillir les patients atteints par cette pandémie. La vaccination est également présente sur l'hôpital et en stratégie avancée. Du personnel embauché par MSF, va dans les quartiers de Yaoundé pour sensibiliser et vacciner.



Un aperçu de l'hôpital de Djoungolo © Aurélie Chomel / Défap

« Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore »

Des médecins français viennent également donner de leur temps, et des campagnes sont organisées. « EYE DO IT », une ONG, viendra au cours du mois de mars pour une semaine, faire une campagne ophtalmologique.

La différence avec l'hôpital de Bafia est évidente. Elle reflète la différence entre Yaoundé, capitale administrative et Bafia, ville de la région du centre d'environ 60 000 habitants. A L'hôpital de Messangssang, le personnel était moins important, les services étaient tous à proximité. Tous n'étaient pas cloisonnés, tout le monde travaillait en hospitalisation, en maternité, au bloc opératoire et en CPN.

Le point commun entre ces hôpitaux : Dr Célin NZAMBE. Il était

médecin-chef à Bafia, et maintenant il a la même fonction dans l'hôpital de Djoungolo. Il a, dans les deux cas, fait revivre ces hôpitaux. J'ai vraiment ressenti qu'il est apprécié dans son travail car il a le désir de maintenir à flot l'hôpital pour le bien-être des patients qui y sont accueillis, et également pour le personnel. Célin est un homme qu'on n'oublie pas... A Bafia, on le reconnaissait dans la rue. Les patients souhaitaient même se déplacer à Yaoundé pour être auscultés par Dr NZAMBE. Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore. Je suis admirative. Je me demande parfois d'où il puise toute cette énergie.

Ce séjour au Cameroun fut riche en émotions : des retrouvailles, de nouvelles expériences, de nouvelles rencontres. Un peu de frustration face à mon envie de faire partie d'un tout, de mettre en place des choses, de créer des amitiés.

Une mission courte mais intense, qui ravive en moi le projet de faire un Volontariat de Solidarité Internationale. Merci au Défap et à Célin de me faire confiance.

Retrouvez ci-dessous un témoignage en vidéo d'Aurélie, peu après le retour de sa première mission au Cameroun :

Cameroun : décès de l'ancien Président de l'EEC, Jean Samuel Hendje Toya

Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya a succombé à un malaise cardiaque le matin du 15 juin. Il avait été élu Président de l'Église évangélique du Cameroun en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer les affaires courantes de l'Église avait été mis en place.



Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya © DR

Le Défap a appris avec tristesse le décès de l'ancien Président de l'Église évangélique du Cameroun, Jean Samuel Hendje Toya, tôt le matin du mercredi 15 juin, des suites d'un malaise cardiaque. Son corps a été acheminé au funérarium de l'hôpital régional de Nkongsamba, département du Mounjo, dans le Littoral camerounais.

Le pasteur Jean Samuel Hendje Toya avait été élu en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Son élection avait par la suite donné lieu à des contestations en justice. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer

les affaires courantes de l'Église avait été mis en place. Ce comité était piloté par le Rv. Charles Emmanuel Djike, lui-même décédé depuis quelques semaines.

Le Défap et l'EEC : des liens de longue date

L'Église évangélique du Cameroun est un partenaire de longue date du Défap. L'EEC est issue des actions missionnaires entreprises par des protestants afro-jamaïcains, suivies par plusieurs sociétés de mission : la Baptist Missionary Society, la Mission de Bâle, et la Société des missions évangéliques de Paris – la SMEP, ancêtre du Défap. Le Cameroun faisait ainsi partie des « champs de mission » hérités par la SMEP à l'occasion de l'ébranlement colonial du début du XXème siècle : suite à la défaite allemande de 1918, la SMEP avait été appelée à prendre la relève de la Mission de Bâle et de la Mission baptiste de Berlin. Ne pouvant remplacer les cent douze missionnaires allemands expulsés qui étaient déjà associés à des pasteurs camerounais, la Société des missions évangéliques de Paris avait envoyé sur place quatre missionnaires français. Deux d'entre eux, Franck Christol et Élie Allégret, devaient fournir par la suite les premiers ouvrages d'information et d'histoire sur la mission du Cameroun.

L'histoire de l'EEC est ainsi intimement liée à celle de la SMEP, et même à la naissance du Défap : le pasteur qui, au cours de l'assemblée générale de 1964, avait interpellé le président de la Mission de Paris, le vénérable pasteur Marc Bægner, alors âgé de 83 ans, en lui lançant cette citation du prophète Ésaïe : « Monsieur le Président, élargis l'espace de ta tente »... n'était autre que Jean Kotto, alors secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun. Devenue autonome de la Mission de Paris en 1957, l'EEC a été reconnue par l'État camerounais le 14 octobre 1974.

Aujourd'hui, les relations entre l'EEC et le Défap se poursuivent notamment à travers la faculté de théologie de

Ndoungé (où Jean Samuel Hendje Toya avait enseigné), qui est l'institut de formation des pasteurs de l'EEC. Cette faculté accueille par ailleurs des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Le Défap a également apporté son soutien au projet de l'Association « Espérance Nord Sud » qui a organisé des voyages d'échange. Et il accueille des boursiers de l'EEC (comme, récemment, Hyppolite Tayo Tayendji).

Rencontre avec le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l'occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, le pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste...

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie

des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise... Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école... Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin d'être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd'hui notre attention : l'hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n'est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l'hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d'un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l'hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l'hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l'organisation de journées consacrées aux œuvres de l'Église, tant médicale que scolaire : il s'agira de rassembler les

enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l'œuvre scolaire, de permettre aux médecins d'être plus impliqués dans la gestion et l'orientation de l'œuvre médicale... Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l'Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l'Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c'est qu'elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d'analyse de l'environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d'atteindre de nouvelles brebis pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît

essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.

Mort d'Éric de Putter : dix ans déjà

Le 8 juillet 2012, Éric de Putter, théologien français qui enseignait au sein de l'Université protestante d'Afrique centrale, était assassiné au Cameroun. Où en est l'enquête aujourd'hui ? Cet article a été également publié dans l'édition du 13 janvier 2022 de l'hebdomadaire Réforme.



Éric de Putter © Défap

Depuis le « salon rouge » du Défap, où sont reçus les invités de marque, on peut voir dans le jardin une plaque commémorative. Elle rappelle la mort d'Éric de Putter, assassiné au Cameroun. Ce jeune théologien, envoyé par le Défap en tant que Volontaire de Solidarité Internationale, enseignait l'hébreu, l'Ancien testament et les religions comparées à l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC), au sein de la faculté de théologie. Le 8 juillet 2012, il a été poignardé à l'entrée de son domicile à Yaoundé. Seul témoin, son épouse, Marie-Alix de Putter, n'a entendu que des éclats de voix. Nul n'a vu l'assassin. Éric de Putter avait 31 ans.

Dès l'annonce du drame, ses proches restés en France, anéantis, veulent comprendre. Leur seul interlocuteur est le Défap : c'est au Défap qu'ils demandent des comptes. Les procédures de sécurité ont-elles été respectées ? Le suivi de la mission a-t-il été suffisant ? Dans l'équipe du Défap, après la sidération, on cherche aussi des explications.

Deux personnes placées en détention, puis libérées sans aucune charge

Au cours des mois précédant sa mort, Éric de Putter avait dénoncé des faits de corruption au sein de la faculté. C'est dans ce sens que s'oriente l'enquête au Cameroun. Dès les premières semaines, un pasteur dont Éric de Putter avait refusé la thèse pour plagiat, et le doyen de l'Université, sont placés en détention provisoire. Puis l'enquête patine. Au bout d'un an, ces deux personnes seront relâchées. Aucune charge ne sera retenue à leur encontre.

En France aussi, une enquête est lancée. Les responsables du Défap sont auditionnés. La justice française ne relèvera aucune défaillance du Défap ayant pu contribuer à la mort d'Éric de Putter.

Les relations entre Églises protestantes de France et du Cameroun se tendent. Les projets avec l'UPAC sont suspendus. Les partenaires de l'Université, au nombre desquels on compte non seulement le Défap et la Cevaa, mais aussi DM-Échange et mission, EMW (Evangelisches Missionswerk in Deutschland) et ICCO-Coopération, réclament des réformes urgentes. Les autorités de l'Université sont renouvelées. À Yaoundé, la promotion 2013 de la faculté de théologie est baptisée « promotion Éric de Putter », pour, souligne le nouveau président du Conseil d'Administration de l'UPAC, « garder en mémoire ce professeur qui constitue pour nous un symbole de courage ».

« Nous avons besoin de la justice par la vérité »

Cette phase dure plus de trois ans. Trois années pendant lesquelles les représentants du Défap multiplient les rencontres avec les autorités françaises et camerounaises pour tenter de faire avancer l'enquête. Faute d'autre moyen d'action, la famille, pour sa part, multiplie les interpellations au Défap. Marie-Alix de Putter en appelle au

ministère de la Justice : elle a créé avec des proches « Semeurs de Liberté », une association destinée à honorer la mémoire et l'engagement d'Éric de Putter.

Mais les relations entre justice française et justice camerounaise achoppent sur des obstacles infranchissables. Il existe des accords de coopération judiciaire depuis 1974 ; mais dans ce dossier qui concerne un crime, la France ne peut coopérer avec un pays où la peine de mort est toujours en vigueur. Du coup, le Cameroun ne permet pas au juge français d'enquêter sur place. Fin 2015, la justice camerounaise annonce qu'elle ne donnera pas suite à la commission rogatoire internationale délivrée par le juge d'instruction français.

Entretiens, l'UPAC a réalisé d'importantes réformes de gouvernance. Les relations se dégèlent. Signe de ce rapprochement, le 28 juin 2016, une cérémonie d'hommage à Éric de Putter est organisée à l'Institut français de Yaoundé, en présence de l'ambassadrice de France au Cameroun. Elle associe le Défap, l'UPAC et l'Église protestante unie de France, représentée par Laurent Schlumberger. « Nous avons besoin de la justice par la vérité », déclare ce dernier. « C'est cette vérité qui nous est nécessaire, et pour laquelle nous devons tous nous engager : pouvoirs publics du Cameroun et de France, autorités judiciaires des deux pays, Université protestante d'Afrique centrale et Défap, Églises d'ici et de là-bas. »

Mais les années s'écoulent et l'enquête n'avance pas.

Chaque année, des rencontres ont lieu entre le Défap et le ministère français de la Justice. Et en janvier 2018, un espoir renaît, ténu. L'un des interlocuteurs du Défap lui suggère de se constituer partie civile. Il serait alors possible d'accéder à toutes les pièces du dossier. Pour, peut-être, trouver un moyen de relancer l'enquête...

Mais la procédure judiciaire est stricte. Pour qu'une association se constitue partie civile, il faut qu'elle ait un « intérêt à agir », soit parce qu'elle a directement subi un

préjudice, soit parce qu'elle a pour objet de lutter contre le type de crime poursuivi, ou d'en défendre les victimes. Ce n'est pas le cas du Défap, qui est débouté. Et début 2021, le tribunal judiciaire de Paris rend une ordonnance de non-lieu. Cette décision ravive la douleur de la famille, qui se sent abandonnée.

Aujourd'hui, l'enquête judiciaire côté français est officiellement close. Pour espérer la rouvrir, il faudrait de nouveaux éléments. L'assassin est toujours libre. Il y a pourtant une famille brisée qui espère encore que justice soit rendue ; et au Défap, des salariés et des bénévoles qui portent toujours la mémoire douloureuse d'Éric de Putter.

Pour aller plus loin :

- [Assassinat d'Éric de Putter : la justice française rend un non-lieu \(Réforme, 13/01/2021\)](#)
- [Marie-Alix de Putter : "Un jour nous saurons pourquoi cet homme si intègre a été assassiné" \(Réforme, 05/07/2017\)](#)
 - [De retour de Yaoundé \(5 juillet 2016\)](#)
- [Une cérémonie en hommage à Eric de Putter à Yaoundé \(28 juin 2016\)](#)
- [Bientôt un nouveau départ pour les Églises du Cameroun & le Défap ? \(25 septembre 2015\)](#)
- [21 mars : une cérémonie à la mémoire d'Éric de Putter \(9 juillet 2015\)](#)
- [21 mars : une cérémonie à la mémoire d'Éric de Putter \(5 mars 2015\)](#)
- [Mort d'Éric de Putter : le Défap reçu au ministère de la Justice \(10 novembre 2014\)](#)
- [Enquête sur la mort d'Éric de Putter : le point au 30 octobre \(30 octobre 2014\)](#)
 - [Un culte à la mémoire d'Éric de Putter à Yaoundé \(28 août 2014\)](#)
- [Mort d'Éric de Putter : le Défap relance le ministère de la Justice \(28 août 2014\)](#)
- [Mort d'Éric de Putter : le drame vécu au sein du Défap \(11 juillet 2014\)](#)
- [Enquête sur la mort d'Éric de Putter : le point sur les actions du Défap \(16 juin 2014\)](#)
- [Que savons-nous de l'assassinat d'Éric de Putter ? \(16 juin 2014\)](#)
 - [« Éric refusait toute corruption » \(Réforme, 20/09/2012\)](#)
- [Éric de Putter assassiné pour avoir dénoncé la corruption ? \(Réforme, 13/09/2012\)](#)